

Le contrat d'«austérité» de l'UE ne fonctionnera pas – L'avenir est sombre pour les travailleurs irlandais

Frank Connolly

Le sommet de l'UE qui s'est tenu le vendredi 9 décembre 2011, durant lequel 26 des 27 pays membres sont convenus d'un nouveau traité intergouvernemental qui comprend un «pacte budgétaire» visant à soumettre à une discipline budgétaire les États dont le déficit franchira la limite des 3 pour cent (du PIB), ne permettra pas de mettre en œuvre la stratégie de croissance qui est nécessaire pour aider les pays de la zone euro profondément endettés à sortir de la récession.

Les propositions contenues dans le pacte budgétaire ne résoudront pas les problèmes de l'euro pour les peuples européens; au contraire, elles «institutionnaliseront l'austérité» en obligeant à respecter un déficit structurel annuel qui ne dépassera pas 0,5 pour cent du PIB. Une stratégie favorable à la croissance et à un redressement rapide générateur d'emplois fait totalement défaut. Sans une telle stratégie, aucun soulagement n'est en vue pour les pays en difficulté.

Ce sommet, dominé par les considérations politiques et financières de l'Allemagne et de la France, n'a pas non plus inclus de suggestion concernant la restructuration de la dette, les euro-obligations ou un quelconque mécanisme de transfert budgétaire pour affecter des ressources en provenance des régions prospères à celles qui luttent.

Le fait essentiel qui ressort de ce Conseil européen est que les pays sur lesquels pèse le fardeau d'un endettement insoutenable auront encore moins de perspectives de croissance. C'est certainement le cas de l'Irlande, où le «pacte budgétaire» européen restreindra beaucoup la marge de manœuvre des futurs gouvernements irlandais. Il s'agit peut-être de la plus grande menace pour le redressement d'une économie qui chancelle sous le poids du prêt de 63 milliards d'euros à taux d'intérêt élevé accordé en 2010 par l'Union européenne (UE), la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international (FMI), et d'une énorme dette souveraine contractée à la suite de la recapitalisation des principales banques.

La mise en place proposée de sanctions automatiques pour les gouvernements qui franchiront la limite des 3 pour cent créera de fait des difficultés substantielles pour les pays comme l'Irlande qui ont besoin de la croissance économique pour alléger leur endettement actuel.

Le pacte budgétaire est la pire solution pour l'Irlande

Pour l'économie irlandaise, ce pacte budgétaire ou plan d'«austérité» conçu par l'Allemagne, ainsi qu'il est maintenant qualifié par les partis d'opposition, n'aurait pas pu survenir à un plus mauvais moment, alors que le taux de chômage dépassait les 14,4 pour cent au troisième trimestre de 2011 et que les chômeurs de longue durée représentaient plus de 56 pour cent du nombre total des personnes sans travail. Sur la même période, l'économie irlandaise s'est contractée au rythme le plus rapide qu'elle ait connu en deux ans.

Comme les finances de l'État sont totalement dépendantes des fonds de la BCE européenne et que le budget adopté au début de décembre s'est traduit par une ponction supplémentaire de 3,8 milliards d'euros sur l'économie par des réductions des services publics, des réductions des dépenses d'équipement et par des impôts principalement indirects, la perspective d'une éventuelle reprise à court terme est très faible et les agences officielles ont abaissé la projection de croissance pour 2012 à moins de 1 pour cent. La mauvaise santé des économies des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Europe est un sujet de préoccupation particulier pour un pays qui est largement tributaire d'un redressement tiré par les exportations.

Pour le mouvement syndical et politique progressiste irlandais, le tableau est sombre. À l'horizon se profile ce qui semble être la stratégie élaborée par le capital financier européen, principalement allemand, pour réaliser l'impossible: la croissance par l'austérité. Dans tous les cas où l'on a allégué que des stratégies de ce type avaient fonctionné, elles sont toujours allées de pair avec une politique monétaire laxiste de la part de la banque centrale concernée. Mais jusqu'ici la BCE a été empêchée de procéder à une telle intervention.

Pour le mouvement syndical et politique progressiste irlandais, le tableau est sombre

Au lieu de cela, la recette consiste à réduire les pensions, démanteler les droits au travail des individus au moyen de ce qu'il est convenu d'appeler par euphémisme des «réformes du marché du travail» et vendre à des prix bradés des biens d'État lucratifs à des entreprises vautours. La politique est de jeter à l'eau ce qu'il reste des gains produits par la classe laborieuse dans toute l'Europe dans le contexte de l'après-guerre. L'objectif est apparemment de jeter autant d'acquis de ce qu'on appelle l'«Europe sociale» que possible, de façon que le capital européen puisse participer plus efficacement à la course mondiale vers le bas.

Comme on pouvait s'y attendre, les stratégies axées sur l'austérité sont mises en avant au moment où les partis du centre droit et de la droite dure dominent la carte politique. La possibilité, si ténue soit-elle, d'un retour de gouvernements socialistes ou sociaux-démocrates lors des élections de cette année, puis en Allemagne et en France, et, de fait, l'éventuelle survie de Barack Obama pour un second mandat aux

États-Unis offrent un certain espoir de rétablissement de politiques budgétaires et économiques saines à l'échelle mondiale.

C'est peut-être trop peu et trop tard, au moins dans le cas de l'Irlande, où 20,6 milliards d'euros ont déjà été retirés de l'économie sur les cinq dernières années et, conséquence du prêt CE/BCE/FMI, 12,4 milliards d'euros supplémentaires, selon les prévisions, seront prélevés sur les quatre prochaines années. Depuis 2009, l'économie a été ponctionnée de l'équivalent de 13,4 pour cent du PIB, et 8 pour cent supplémentaires seront prélevés d'ici à 2015.

Cet «ajustement» a entraîné des réductions sans précédent des rémunérations et des pensions de retraite des travailleurs de la fonction publique et une grave dégradation des services dont dépendent les bénéficiaires de l'aide sociale – les personnes malades, âgées et vulnérables. Il a eu pour conséquence que les dépenses consacrées à d'importants projets d'équipement, qui pouvaient créer des emplois pour les dizaines de milliers de travailleurs du secteur de la construction et d'autres secteurs qui ont perdu leur emploi depuis l'effondrement de 2008, ont été fortement réduites. Si les entreprises privées à vocation exportatrice ont soutenu l'emploi et les salaires, les perspectives internationales sont loin d'être favorables, tandis que le secteur manufacturier, celui du commerce de détail et d'autres secteurs nationaux susceptibles de produire de la richesse stagnent ou sont en déclin.

Le fardeau de la dette irlandaise est insoutenable

Mais ce qui éclipse toutes ces considérations, c'est l'énorme fardeau de la dette souveraine qui, selon les prévisions, devrait atteindre un sommet proche de 120 pour cent du PIB en 2013 (sans inclure le formidable passif des banques). Le total de la dette bancaire (hors bilan et réelle) et souveraine de l'État se situe à un niveau stratosphérique proche de 235 pour cent du PIB.

Manifestement, l'État irlandais ne peut pas réduire cet endettement à un niveau acceptable sans qu'intervienne une remise de dette appuyée par l'UE au moyen de l'émission d'obligations garanties par la BCE et d'une série d'autres mesures convenues. Il est inadmissible pour la plupart des citoyens irlandais que l'État soit forcé d'honorer des billets à ordre annuels sur les dettes de banques toxiques aujourd'hui disparues qui ont été encouragées à emprunter à des taux d'intérêt bas durant la bulle immobilière artificielle qui s'est prolongée, notamment par les établissements financiers allemands, français, britanniques et autres, qui veulent aujourd'hui récupérer leur argent avec de gros intérêts.

Il est inadmissible pour la plupart des citoyens irlandais que l'État soit forcé d'honorer des billets à ordre annuels sur les dettes de banques toxiques aujourd'hui disparues

Il est admis que les responsables au niveau du pays sont les dirigeants politiques fautifs et incompétents qui ont encouragé l'évolution d'une réglementation «aveugle»

du secteur bancaire et du secteur financier. À la fin de 2010, une centaine de milliers de travailleurs irlandais sont descendus dans les rues de Dublin durant la semaine où la troïka (CU/BCE/FMI) est arrivée en ville pour prendre le contrôle du destin économique de leur pays. La colère et le désespoir, qui certes n'atteignaient pas la violence observée dans les rues d'Athènes, étaient palpables et se sont traduits par l'éviction, lors des élections générales de février 2011, du parti de centre droit Fianna Fáil qui avait dominé trois gouvernements de centre droit successifs depuis 1997.

Dans un basculement spectaculaire et historique, quelque 40 pour cent des votants ont soutenu les partis globalement de gauche, ce qui représentait un doublement du nombre de votes qu'ils recueillaient habituellement dans le pays. Le Parti travailliste, le plus gros parti de gauche, a formé un gouvernement de coalition avec le parti Fine Gael (FG), qui a maintenant remplacé son adversaire de longue date, le désormais gravement affaibli Fianna Fáil, comme principal parti de droite. La politique menée par le gouvernement reflète le rapport de force d'environ 2 contre 1 entre le Fine Gael et le Parti travailliste, qui a réussi à établir dans le récent budget de décembre un ratio des réductions des dépenses publiques par rapport à l'impôt de 56 contre 44, à comparer au ratio de 75 contre 25 qui était envisagé dans le programme du FG.

Un impressionnant défi pour la gauche

De grandes batailles se poursuivent au sein du gouvernement sur des questions concernant les mécanismes qui protègent les travailleurs faiblement rémunérés, sur le droit de négocier collectivement qui n'est pas encore inscrit dans la législation irlandaise, ce à quoi s'est engagé le Parti travailliste, et sur l'avenir des programmes d'emploi local et autres programmes sociaux financés sur des fonds publics qui fournissent une assistance et des revenus aux individus les plus vulnérables et aux communautés dans lesquelles ils vivent.

Les budgets de la santé et de l'éducation sont aussi soumis à des tensions, tandis qu'un accord qui protège la rémunération et les emplois des travailleurs de la fonction publique en échange d'une profonde restructuration et d'importantes économies dans l'administration des services fournis par l'État subit les pressions des groupes d'employeurs et des forces de droite, encouragés par des médias complaisants, qui cherchent à faire peser le fardeau de l'effondrement économique et financier sur ceux qui en sont le moins responsables. Entre-temps, aucun effort cohérent ou sérieux n'est déployé pour imposer le nombre considérable d'individus dans la société irlandaise qui ont accumulé de la richesse dans le pays et à l'étranger. Le fossé entre ceux qui sont en haut de l'échelle et ceux qui sont en bas continue de se creuser, avec, selon les calculs de certains rapports, 5 pour cent de la population qui contrôle environ 48 pour cent de la richesse du pays. Pour illustrer l'ampleur de l'inégalité, il est judicieux de noter que l'Irlande est le pays qui avait les plus faibles recettes fiscales par rapport au PIB

parmi les 27 nations de l'UE en 2009 et était classé au 27^e rang sur 34 parmi les pays de l'OCDE cette même année (source: Eurostat et OCDE).

De modestes propositions faites par le syndicat Services Industrial Professional and Technical Union (SIPTU) en vue d'inciter les fonds de pension irlandais richement dotés à lever environ 4 milliards d'euros – à peu près 5 pour cent du solde des bilans actuels de ces fonds – à des fins d'investissement n'ont toujours pas été adoptées, bien que le gouvernement soit en train de les examiner. Jointe aux 2 milliards d'euros tirés du solde du Fonds national de réserve pour les pensions, cette somme permettrait de créer des dizaines de milliers d'emplois qui ouvriraient la voie à la croissance.

À l'évidence, le défi auquel est confronté le mouvement syndical progressiste en Irlande, et au niveau mondial, est véritablement impressionnant. Si l'UE insiste pour imposer une cure d'austérité encore plus sévère sans prescrire quoi que ce soit pour le redressement du pays, il est très possible que le peuple irlandais s'oppose à toute demande de modification des traités existants par référendum. Il faut absolument trouver une autre voie à suivre, plus équitable.

Frank Connolly est responsable des communications avec le SIPTU (Services Industrial Professional and Technical Union). Le SIPTU est le plus gros syndicat d'Irlande, avec presque 200 000 membres sur une main-d'œuvre syndiquée de 800 000 individus et une main-d'œuvre totale de 1,8 million de travailleurs.